

Fête du 1er août et entr'aide aux Soldats

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung**

Band (Jahr): **4 (1928-1929)**

Heft 21

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-711587>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

aus Arbeitnehmern besteht, die nicht viel mehr besitzen, als ihre Arbeitskraft, und dass diese unsere Bataillone füllen, so verstehen wir, dass **ohne** soziale Fürsorge der Armee und in der Armee unser Milizsystem der allgemeinen Wehrpflicht nicht gut aufrechtzuerhalten wäre. Im staatlichen Interesse müssen auch in der Armee die Lasten nach dem Masse der Kräfte verteilt werden.

Die militärischen Vereine, die Schützen, die Athleten, die Turner, sie alle arbeiten im Dienst der nationalen Verteidigung. Die Soldatenfürsorge will und muss für die Opfer sorgen, die dieser Verteidigung schon zu Friedenszeiten gebracht werden: für die Hinterbliebenen im Dienste oder an den Folgen des Wehrdienstes verstorbener Wehrmänner, für kranke oder notleidende Wehrmänner, deren Krankheit oder Not eine mittelbare oder unmittelbare Folge des Militärdienstes ist; sie schafft mit an der Erhaltung des guten Geistes in der Armee, bei dem Mann in Reih und Glied, der nicht erdrückt werden darf durch das schwarze Gespenst der materiellen Sorge.

Nach den vorliegenden Jahresberichten der «Nationalspende» werden die Ausgaben für Unterstützungen in Zukunft auf keinen Fall sich vermindern; das Bundesfeierkomitee bittet deshalb in Verbindung mit den Organen der Stiftung «Nationalspende» das Schweizervolk, am Bundesfeiertag der armen, notleidenden Soldaten und ihrer Familien zu gedenken. An die Mitglieder aller Vereine, die sich um die militärische Ertüchtigung der schweizerischen Miliz bemühen, der Offiziersgesellschaften, der Unteroffiziersvereine, der Schützen und Turner, geht der Appell, es möchte jedes an seinem Platze und in seinem Wirkungskreis für die nächste Bundesfeier-sammlung arbeiten, gegebenenfalls den organisatorischen Vorbereitungen hiezu seine Mitwirkung leihen. Der Gesunde und Starke soll für den Kranken und Schwachen eintreten, das ist eine sittliche Pflicht und unter Wehrmännern überdies eine solche der **Kameradschaft**.

Fête du 1^{er} août et entr'aide aux Soldats.

Le comité suisse de la fête du 1^{er} août a décidé en son temps de verser le bénéfice de la collecte générale de la fête nationale du 1^{er} août 1929, au

«Don national suisse pour nos soldats et leurs familles».

L'origine, l'histoire, le but, le travail accompli et celui à venir, du «Don national» sont choses peu connues dans beaucoup de milieux amis de l'armée et de même parmi le peuple suisse amis des œuvres sociales. Quelques renseignements circonstanciés à ce sujet seront donc les bienvenus.

Qu'est-ce que le «Don national» ?

Les œuvres sociales de l'Etat en faveur des soldats malades ou nécessiteux, et de leurs familles, aussi que des orphelins et des veuves laissés par des soldats tombés malades au service du pays et morts dans la suite, de même celles en faveur du droit des soldats indigents, et de leurs familles, à une compensation pour la perte de gain du chef de famille due au service militaire, dont les $\frac{3}{4}$ tombent à la charge de la Confédération et l'autre $\frac{1}{4}$ aux cantons, sont régies par les articles 21—26 de l'organisation militaire de 1907. Il s'agit des articles appelés communément les articles de politique sociale de l'organisation militaire.

Durant la guerre, déjà, l'entr'aide du peuple suisse s'est manifesté spontanément lors du «Don national des femmes suisses», et lors de la «Collecte en faveur des

soldats malades», l'armée a créé au sein de l'état-major de l'armée un centre d'organisation de toutes les institutions d'entr'aide existantes, Fonds Winkelried, Foyers du Soldat, In Memoriam, Commission militaire des sections alémaniques et romandes des Unions chrétiennes de jeunes gens, Caisses d'assistance de régiments, etc., etc., sous le nom de service des œuvres sociales. Vers la fin de la guerre, alors que la détresse allait s'accroissant dans les masses du peuple et que l'entr'aide aux soldats nécessiteux, et à leurs familles, se réclamait de moyens que les créateurs des articles de politique sociale de l'organisation 1907 n'avaient pas prévus, il devint urgent d'accomplir une action de grande envergure. C'est ainsi sur l'ordre de la direction d'armée, le chef des œuvres sociales de l'armée entreprit la direction d'un mouvement populaire, le

«Don national suisse pour nos soldats et leurs familles»,

collecte qui permit de réunir la coquette somme de 8 millions de francs.

De 30 janvier 1919, en un moment où l'impression pénible de l'insidieuse grippe qui avait visité le peuple en arme et le peuple dans son foyer était encore très vive, le «Don national», auquel s'attache plus particulièrement le nom du chef d'état major général de l'armée, le regretté colonel Sprecher von Bernegg, fut reconnue fondation permanente.

Le fonds s'est accru au cours des années de deux millions de francs, produit de dons généreux; les ressources du Don national pour l'entr'aide se sont élevés à 12 millions de francs, en chiffre rond, desquels 10 millions furent utilisés en subventions à des institutions sociales ayant bénévolement offerts leurs services pour l'entr'aide à l'armée, et pour des secours individuels. Lorsque l'armée, et avec elle, les œuvres d'entraide, se virent en temps de paix, le conseil fédéral décréta le **service central d'entr'aide aux soldats** dont la direction fut confiée au colonel Feldmann, Chef des œuvres sociales de l'armée, lequel, de par ses fonctions, est membre du conseil de fondations du «Don national suisse», Le service central d'entr'aide aux soldats est en même temps bureau du Don national et groupe tout ce qui a trait aux affaires et à l'organisation de toutes les œuvres sociales se rapportant à l'armée et dans l'armée.

Qu'est-ce que l'entr'aide aux soldats?

Aujourd'hui encore, le service d'entr'aide aux soldats a pour mission, en collaboration avec les fonds Winkelried cantonaux et toutes autres institutions de secours, de s'occuper des survivants des Soldats morts en service actif; il prête son appui dans l'éducation des enfants, il entretient les parents et les veuves incapables de travailler, il complète en tout les secours considérés par les administrations cantonales. Le service d'entr'aide s'occupe de procurer du travail, souvent difficile à trouver, aux militaires sortant des Sanatoria, à même de faire encore quelque chose et auxquels l'assurance militaire ne peut plus servir qu'une rente réduite, il pourvoit au traitement du soldats malades jusqu'au moment où l'assurance militaire déploie ses effets et complète ceux-ci, selon les cas, par des suppléments de secours. Il s'intéresse aux recrues dans l'embarras, il paye les frais de chemin de fer aux soldats entrant au service, venus de l'étranger, et prête son aide financière aux militaires auxquels le service a causé préjudice. Il encourage et soutient les efforts tentés par tout militaire, capable désireux de faire économiquement de l'avancement, il prête main forte, enfin, contre tous les ennuis qui peuvent se présenter pour nos soldats.

Le Don national rend possible derrière le front, un service indispensable à l'armée. Si l'on veut bien se représenter que le 75% de notre peuple se compose d'ouvriers n'ayant que leurs bras pour toute fortune et que ce sont eux qui forment nos bataillons, on comprendra aisément que **sans** oeuvres sociales de l'armée, et dans l'armée, il serait difficile de maintenir notre système de milice lequel englobe tous les éléments de défense du pays. Dans l'intérêt de l'Etat, il faut que les charges officielles, dans l'armée également, soient réparties dans la mesure des forces.

Les sociétés militaires, les tireurs, les athlètes, les gymnastes, eux tous travaillent dans l'intérêt de la défense nationale. Par égard pour ces sacrifices consentis, en temps de paix déjà, pour la défense nationale, l'entraide veut se manifester, elle le doit, à l'égard des survivants des soldats morts au service ou des suites de celui-ci, à l'égard des soldats malades ou nécessiteux dont la maladie ou la peine sont une conséquence directe ou indirecte du service militaire, elle le doit envers l'homme dans le rang qui, lui, ne doit pas souffrir de la hantise des soucis matériels.

D'après les rapports annuels parus du «Don national», les subsides de secours ne doivent en aucun cas diminuer à l'avenir, c'est la raison pour laquelle le comité de la fête nationale, en collaboration avec les organes du fonds permanent du «Don national», prie le peuple suisse de bien vouloir s'intéresser aux pauvres soldats nécessiteux et à leurs familles. L'appel est adressé à tous les membres des sociétés travaillant au développement militaire de notre milice suisse, aux sociétés d'officiers et de sous-officiers, aux tireurs, aux gymnastes; tous devraient, chacun dans son ressort, dans son milieu, travailler en faveur de la prochaine collecte de la fête du 1er août, collaborer, si le cas se présente, avec les organisateurs de cette manifestation. L'homme sain et fort se doit au malade et au faible, c'est un devoir moral; en outre, entre militaires, cest un devoir de pure **camaraderie**.

Erleichterungen der Militärdienstpflicht.

Die Folgen wirtschaftlicher Not im Anschluss an den Weltkrieg machten sich auch auf militärischem Gebiet sehr unangenehm bemerkbar: Die Zahl derjenigen fähigen Rekruten, die sich ohne Zwang bereit erklärten, einen militärischen Grad anzunehmen, verringerte sich stark. Es mehrten sich die Fälle, wo geeignet scheinende Leute zur Annahme eines Unteroffiziersgrades **gezwungen** werden mussten. Es kann wohl kaum behauptet werden, dass dadurch die moralische Qualität des Unteroffizierskorps stark gehoben wurde. Initiative und fähige Leute, selbst solche von guter Gesinnung, gaben sich alle erdenkliche Mühe, ein Avancement zu umgehen, weil die wirtschaftlichen Folgen vermehrter Dienstleistung ihnen zu drückend erschienen. Die Furcht vor finanzieller Einbusse durch Lohnausfall, vor Unterbrechungen im Erwerbsleben und daraus sich ergebenden Unannehmlichkeiten mit dem Arbeitgeber erwies sich stärker als die Hoffnung, durch einen höheren militärischen Grad eine bessere zivile Stellung erreichen zu können.

Als direkte Folge vermehrter Dienstleistung kamen da und dort auch Entlassungen aus der zivilen Stellung und Bevorzugung Nichtdienstpflichtiger vor. Ob es immer nur Ausländer waren, die die Erfüllung einer gesetzlich vorgeschriebenen Pflicht so schmachvoll belohnten, oder ob unter dieser Sorte von Arbeitgebern nicht auch hin und wieder sogenannte gute Patrioten zu finden

waren, wollen wir nicht näher untersuchen. Tatsache ist, dass man über derartige Entlassungen oft Klagen hörte. Sie betrafen nicht immer nur Unteroffiziere; selbst Offiziere wurden davon nicht verschont.

Hauptsächlich diese beiden Faktoren sind es, die nachgerade zum Aufsehen mahnten und den Freund der Armee mit grosser Besorgnis erfüllten. Es gibt Divisionen, deren Bestand an Unteroffizieren stark unter der notwendigen etatmässigen Zahl steht. Diese Fragen haben schon vor geraumer Zeit die Aufmerksamkeit vaterländisch gesinnter Kreise gefunden und auch der Zentralvorstand unseres Verbandes hat sich damit schon hin und wieder befasst. Der rührige Zentralvorstand der Schweizerischen Offiziersgesellschaft aber hat es unternommen, das Problem energisch und entschlossen anzufassen. Er nahm Unterhandlungen mit den Spitzenverbänden der Arbeitgeber auf und als Frucht derselben wurden **Richtlinien** vereinbart vom Schweiz. Handels- und Industrieverein, vom Zentralverband schweizerischer Arbeitgebervereine, vom Schweizer. Gewerbeverband und der Schweizer. Offiziersgesellschaft.

Diese Richtlinien gelten **nicht für freiwillig geleisteten Militärdienst**. Dabei muss betont werden, dass die landläufige Auffassung, die Ausbildungsschulen für Offiziere und Unteroffiziere sei freiwilliger Dienst, unrichtig ist. Nach dem Gesetz sind Unteroffiziers- und Offiziersschule **obligatorische** Dienstleistungen. Grundsätzlich verlangen die Richtlinien: «Bei der Einstellung von Personal soll bei gleicher Eignung der Dienstpflichtige gegenüber dem Dienstfreien den Vorzug haben. Eine Entlassung wegen Aufgebotes muss unter allen Umständen vermieden werden.»

Ueber die Vergütungen bei Gehalts- und Lohnausfällen ist bestimmt:

«1. Für die erste Rekrutenschule braucht keine oder nur eine kleine Entschädigung verabfolgt zu werden, da es sich hier in der Regel um ganz junge Leute handelt, die noch für keine Familie zu sorgen haben. 2. Für die ordentlichen Wiederholungskurse: den Ledigen 25%, den Verheirateten 50% und eine Zulage für jedes Kind ohne eigenen Verdienst, höchstens aber den vollen Lohnausfall. 3. Für Kadresschulen (Ausbildungsschulen für Unteroffiziere und Offiziere und die sich daran anschliessenden Rekrutenschulen) gilt das gleiche wie für die Wiederholungskurse. 4. Bei Anstellungsverhältnissen, auf welche Art. 335 des Schweizerischen Obligationenrechtes Anwendung findet, muss die Entschädigung in allen Fällen mindestens der gesetzlichen gleichkommen (volle Lohnzahlung für verhältnismässig kurze Zeit bei einem auf längere Dauer abgeschlossenen Dienstvertrage). Eine feste gerichtliche Praxis lässt sich in bezug auf die Auslegung des Artikels 335 leider nicht nachweisen. 5. Ledige Angestellte und Arbeiter, die Eltern oder Geschwister unterstützen oder erhalten müssen, bedürfen besonderer Berücksichtigung.»

Schwieriger gestaltet sich die Anrechnung des Militärdienstes auf die Ferien. Die Richtlinien äussern hierüber: «Unter allen Umständen sollte der ordentliche Wiederholungskurs auf die Ferienberechtigung desselben Jahres nicht voll angerechnet werden, so dass dem Wehrpflichtigen doch noch einige Tage Ferien verbleiben. Die Anrechnung anderer obligatorischer Militärkurse und -Schulen hängt nicht nur von deren Dauer und vom Mass der Lohnvergütung, sondern auch von der Dauer der Ferien ab. Ueberdies bestehen in bezug auf das Bedürfnis nach Ferien gewisse Unterschiede zwischen Stadt und Land.» Die Richtlinien wünschen weiter, dass bei Lohnauszahlung und Ferienabrechnung